

## «Des gens vont mourir, mais il faut que tu passes ton bac»

PAR FAÏZA ZEROUALA  
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 1 AVRIL 2020



L'école à la maison, à Toulouse. © Alain Pitton / NurPhoto / NurPhoto via AFP

La « *continuité pédagogique* » voulue par le ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer suscite de plus en plus de critiques. De nombreux parents, notamment dans les familles modestes, se sentent dépassés. Témoignages de parents qui galèrent.

Les mots sortent avec difficulté. Le constat est douloureux. « *Je suis dépassée* », confie Milouda, 51 ans, une femme de ménage qui élève seule ses deux enfants de 11 et 18 ans en Ariège. Elle continue de travailler à un rythme réduit. Comme tous les élèves de France, son fils, qui est en sixième, a du travail à faire. Et cela au nom de la sacro-sainte « *continuité pédagogique* » voulue par Jean-Michel Blanquer, au mépris des multiples réalités sociales des familles.

La mère explique que ses difficultés à faire la classe à la maison sont imputables, entre autres, à sa mauvaise maîtrise de l'informatique. Elle dispose d'une tablette mais « *n'y arrive pas* » et ne possède pas d'imprimante. Il lui est donc difficile de suivre les consignes des enseignants, eux-mêmes assez absents. Une fois, en ces deux semaines, un enseignant a donné un cours d'histoire-géographie à distance. Il s'agit du seul contact que Milouda et son fils ont eu avec le corps enseignant.

La situation semble inextricable. Cela génère tensions et souffrances pour la mère et son fils. « *Je suis à bout, j'ai lâché, je ne peux plus rien faire, on ne fait plus rien du tout. Je n'arrive pas à lui expliquer les cours. Je me sens impuissante de ne pas pouvoir faire d'autres exercices. J'ai du mal à avoir les devoirs aussi, car*

*je n'ai pas le matériel. Comme je suis arrivée tard du Maroc, je n'ai pas le niveau et je ne sais pas quoi faire. Mon fils ne se sent pas bien, il se dit qu'il est nul* », soupire Milouda. Son fils sait accéder à l'espace numérique de travail (ENT) seul mais c'est tout.

Alors, elle veut témoigner pour alerter sur sa situation et celle d'autres familles dans son cas. Elle veut raconter à quel point cette configuration est injuste pour une population modeste déjà oubliée. Milouda doit tout assumer seule, sans aide. « *Je me sentais déjà larguée, il fallait que je me batte pour beaucoup de choses. Là, il n'y a rien de pire, on est des sacrifiés. Déjà qu'on avait l'impression que tout le monde se fout de nous...* »



L'école à la maison, à Toulouse. © Alain Pitton / NurPhoto / NurPhoto via AFP

Nordy Granger, responsable de l'association **Sorosa**, dans la Drôme, connaît les difficultés induites par l'école à distance. Elle accompagne des jeunes mineurs non accompagnés et des jeunes majeurs étrangers scolarisés en lycée professionnel ou en centre de formation d'apprentis (CFA) éventuellement. Les mineurs sont pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Il a fallu là encore s'organiser pour faire face à l'école à distance, particulièrement délicate en filière professionnelle.

« *Au début, raconte la responsable, la première semaine, il y a eu un cafouillage, la continuité pédagogique n'a pas été tellement mise en place. Puis, il y a eu une accélération. Les profs ont envoyé des devoirs par mail.* »

Depuis le début de la fermeture des établissements scolaires, il y a deux semaines, des difficultés techniques sur les plateformes officielles de travail à distance ont obligé les enseignants à faire preuve de

créativité. Certains ont conçu des groupes WhatsApp. D'autres envoient simplement des consignes et exercices par courriel. Un peu trop parfois.

Un jeune s'est retrouvé aussi avec 40 pages de travail, avec un rendu la semaine suivante.

Certains élèves n'ont pas d'adresse mail, d'ordinateur, Internet ou de smartphone. Les éducateurs du département n'ont pas le droit de se déplacer. *« Personne ne savait comment procéder. Pour les familles exilées, c'est compliqué. Parfois, elles ne parlent pas français. S'il y a un grand frère ou une grande sœur adolescente qui parle français, il ou elle va expliquer ce que les petits doivent faire. S'il n'y a pas de grands, cela signifie que les petits ne vont pas faire de devoir tout le temps du confinement ? Vont-ils redoubler ? »*, s'interroge encore Nordy Granger.

Elle explique qu'ils sont livrés à eux-mêmes. Certains sont francophones mais ont des difficultés à l'écrit et besoin d'un enseignant pour tout comprendre. *« Les éducateurs font tout ce qu'ils peuvent, ils sont eux-mêmes en télétravail, ils essaient d'aider par téléphone. Les enseignants de français langue étrangère, le FLE, appellent les élèves pour discuter avec eux et les rassurer. Mais c'est un tel chantier... »*

Alors l'association a décidé de tenir une permanence le mercredi et le samedi, en respectant les règles sanitaires et en filtrant l'accès au local, personne par personne. Ainsi une adolescente de 14 ans est-elle venue faire ses devoirs dans le petit bureau de la permanence, car elle vit dans un squat sans ordinateur.

Nordy Granger s'inquiète de ces bouleversements de la scolarité, même s'ils sont indépendants de leur volonté. *« Quid des diplômes ? Comment vont faire les élèves en apprentissage pour valider leur cursus alors que les entreprises – hors BTP – sont à l'arrêt ? »*

Elle craint que cela les pénalise pour obtenir un titre de séjour, lequel est conditionné par *« suivi réel et sérieux de leurs études »*. Or, s'il est écrit que le demandeur n'a pas fait d'effort pour suivre les cours dans son bulletin du troisième trimestre, la préfecture pourrait bien refuser sa délivrance.

De son côté Aurore, mère de deux enfants, enceinte du troisième et proche du terme, joue de malchance. L'ordinateur familial a planté. Il n'est pas possible de le faire réparer ni d'aller en acheter un nouveau, faute d'avoir le budget et de pouvoir se rendre dans les magasins. Ses enfants, respectivement en sixième et en troisième, se débrouillent avec les smartphones de leurs parents.

Seulement, il est difficile d'aller sur Pronote, l'une des plateformes utilisées pour l'école à distance, sur un simple téléphone. *« Nous avons accès à tous les cours mais impossible d'être évalués »*, résume Aurore.

L'école française se distingue pour sa propension à nourrir les inégalités qui la traversent. Ce moment inédit qui voit 12 millions d'élèves suivre leurs cours à distance met au jour ce que tous les observateurs du monde scolaire s'échinent à dénoncer. L'école est loin d'être aveugle aux différences sociales et, pire, elle ne fait pas grand-chose pour les corriger.

Le ministre de l'éducation nationale l'a reconnu mardi 31 mars sur CNews. Selon Jean-Michel Blanquer, il y a *« un grand risque »* que la situation actuelle *« creuse les inégalités »* entre les familles qui ont la possibilité de faire la classe à la maison et les autres. Il a estimé qu'entre 5 et 8 % des élèves ont été perdus par leurs professeurs, qui ne peuvent pas les joindre depuis deux semaines.

Pour lutter contre cela, un accord a notamment été passé avec La Poste, qui *« va permettre à chaque professeur d'envoyer à partir de son ordinateur un document imprimé à un élève qui n'a pas d'équipement numérique ou qu'il n'a pas réussi à joindre autrement »*, a-t-il détaillé. Des tablettes peuvent être distribuées par des collectivités locales ou des associations aux familles qui n'ont pas d'équipement informatique, a promis le ministre.

### **Le système D prévaut**

En attendant, pour les familles comme pour les enseignants, le système D prévaut.

Virginie\*, professeure des écoles dans une école Réseau d'éducation prioritaire (REP) à Pantin, en Seine-Saint-Denis, a fait en sorte de contourner les

difficultés des familles de sa classe et a scanné un maximum d'exercices pour faire écrire les petits de CM2. Elle regrette simplement de n'avoir pas pensé à donner des crayons de couleur et des feutres aux élèves les plus démunis, car elle leur a aussi demandé de colorier des cartes et n'est pas sûre que tous possèdent le matériel adéquat. Mais dans la précipitation, elle a paré au plus urgent.

Depuis le début du confinement, Julien enseignant dans le Morbihan, s'occupe de sa classe de CM2 et de ses filles. Comme sa collègue de Pantin, il a veillé à limiter au maximum le stress. Il sait que des familles dysfonctionnent et que mettre une trop grande pression aux petits pourrait créer des conflits dans des foyers déjà violents. Certains n'ont pas d'équipement numérique ou pas de réseau internet. Il a donc évincé tout exercice nécessitant une imprimante et a privilégié les ressources gratuites et activités ludiques. Il fait écrire ses élèves « pour qu'ils ne perdent pas tout ».

Parce qu'il sait aussi que la réalité scolaire, plus que jamais, est conditionnée par le milieu social des enfants.

*« Je fais attention au vocabulaire que j'emploie dans mes consignes pour ne pas utiliser le jargon pédagogique incompréhensible pour le commun des mortels. Malgré tout, plein de parents m'écrivent, car leur enfant pleure tous les jours et ne veut rien faire. Je leur dis de le laisser appréhender la situation car c'est incroyable ce qu'on vit. »*

La responsable de l'association Sorosa a contacté les enseignants, « bienveillants » pour leur demander de restreindre les demandes d'impression, « car on ne sait pas comment on va se procurer de l'encre quand on n'aura plus de réserves. Et surtout, on a envie de leur dire d'arrêter de mettre la pression aux élèves ».

Pour sa part Milouda se débrouille malgré le confinement et réussit à se rendre chez un camarade de son fils, à deux kilomètres de là. « Le problème, c'est que son beau-père est raciste, il refuse que je vienne. Alors, j'y vais très tôt, avant qu'il ne se réveille, je récupère des devoirs que me donne la maman par la fenêtre. Mais elle ne peut pas tout imprimer car elle aussi est en rade. » Mais c'est déjà ça.

Milouda est inquiète, car son fils a déjà des difficultés à l'école. En temps normal, il fréquente l'aide aux devoirs. Un soutien appréciable mais inaccessible aujourd'hui. « En milieu rural, il n'y a pas de MJC, pas de service public. Il n'y a rien pour les ados, pas de solidarité », regrette-t-elle.

Des difficultés dans toutes les familles

Des parents, mieux armés, font eux aussi part de leurs difficultés à assurer la mission qui leur est dévolue. À tel point que la FCPE de Paris a réclamé **dans un communiqué** qu'il y ait moins de pression sur les parents, les enfants et les enseignants de la part du ministère, qui tient à ce que tout continue.

Marie a 46 ans et vit à Bayonne avec ses deux enfants de 10 et 2 ans. Adjointe administrative, elle est en télétravail. Son conjoint est à son compte mais avec une activité ralentie. De son propre aveu, elle se sent « privilégiée », même si l'école à la maison n'est pas une sinécure. Elle est très angoissée pour sa fille. Résultat, les premiers jours ont été très tendus.

Sa fille est en CM1 et reçoit un planning quotidien, « assez ludique », par mail. Une fois par semaine, il y a une classe virtuelle d'une heure pour que tous les élèves se voient. Enfin... pour ceux qui possèdent le matériel informatique adéquat... De son côté, Marie explique que tout est chronométré dans la journée de l'écolière.

*« Nous on déborde sur le temps de pause, ce qui nous met la pression. J'ai peur que ma fille n'y arrive pas et qu'elle accumule du retard. »* Au bout de quelques jours, la mère de famille s'est dit qu'il fallait dédramatiser et que ce n'était pas grave de louper quelques exercices. « Sinon cela va devenir irrespirable. »

Même les parents d'adolescents peuvent se sentir submergés. C'est le cas de France, 48 ans. Elle travaille à Paris dans la communication et s'occupe de son fils, élève de première. Celui-ci, comme tous les élèves de son niveau, a connu une année mouvementée, entre les grèves de transports, **les blocus contre les « E3C »**, les nouvelles épreuves de contrôle continu, et maintenant le confinement pour cause de coronavirus. Les jeunes qui préparent

un examen attendent encore des réponses claires de la part du ministre pour connaître les modalités du baccalauréat, ce qui ajoute un peu plus d'angoisse.

La mère de cet adolescent reconnaît tout de go « *ne pas être une super pédagogue* », malgré ses diplômes de l'enseignement supérieur. « *À 17 ans, ce n'est pas sa meilleure période, ni avec moi ni avec lui-même. Famille recomposée. On a un seul ordinateur, pas d'imprimante, ça complique les choses.* »

Elle ne se voit pas non plus dispenser à son fils un cours de sociologie ou dissenter avec lui sur *Le Rouge et le Noir* de Stendhal, au programme, mais qu'elle a lu il y a une éternité.

Eva\* a 40 ans et vit dans le Val-de-Marne. Elle a deux enfants en primaire, en CE2 et en CM2. Responsable des ressources dans une association, elle gère son équipe à distance. Son conjoint est infirmier, donc impossible pour lui de l'aider dans le contexte actuel. Alors, la mère de famille s'est organisée le mieux possible. Elle a constitué des plannings avec des temps de travail, de pause et de déjeuner. Elle s'astreint à une routine avec ses enfants « *pour différencier les jours de la semaine* ».

Sur le plan scolaire, Eva explique qu'elle gère au fil de l'eau, surtout avec un fils qui réclame une attention particulière : « *On fait comme on peut, on reçoit par mail tout ce qu'il faut faire chaque soir. Autant l'aînée est autonome, elle a peu besoin d'aide. Mais son petit frère est en CE2, avec des difficultés de concentration et d'apprentissage. Ce n'est pas inquiétant mais il ne peut pas travailler tout seul. Et là c'est dur. Avec la maîtresse, il n'y a pas de lien affectif dans la dimension éducative. Là, tout vire au conflit.* »

Elle craint que son fils ne décroche s'il n'écrit pas et ne lit pas régulièrement. « *Je vois tout ce qu'il aurait dû faire en une journée et qu'on n'a pas réussi...* »

### Et si on arrêtait l'école à la maison?

Marwa aussi se démène comme elle peut avec deux enfants atteints de troubles de l'attention. À 43 ans, elle vit dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement à Paris, un quartier chic. Cette commerciale « *à temps partiel* » tient à préciser qu'elle élève seule ses deux enfants de 7 et 10

ans et occupe un logement social. Les deux souffrent d'un trouble du déficit de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

La mère a entretenu une relation complexe avec l'école. Victime d'une orientation forcée en BEP secrétariat, elle regrette de n'avoir pu suivre les études longues dont elle rêvait. Elle raconte encore que son fils aîné a subi du harcèlement à l'école plus jeune et craint surtout que ses deux fils ne soient « *catalogués comme futurs ratés en allant dans une école de bourgeois sans l'être eux-mêmes* ».

Alors, elle fait en sorte qu'ils poursuivent tant bien que mal leur scolarité, même confinés. L'aîné a été diagnostiqué tardivement, il accuse un retard dans son cursus. Marwa possède « *une imprimante mais pas d'encre* ». Elle se rend régulièrement à l'école – **malgré les dangers** – pour récupérer des exercices auprès du directeur.

Marwa constate que la charge de travail est énorme. Elle tente de s'adapter. « *C'est dur pour une maman solo. Ils ne savent pas se canaliser, ça hurle, ça chahute. Le matin, ce sont des piles électriques, impossible de les calmer. Après le déjeuner, j'arrive à avoir un moment d'attention. En temps normal, le premier a un AESH [accompagnant des élèves en situation de handicap - ndlr]. Là, il est greffé à moi. Le dernier arrive à peu près à travailler; mais au bout d'un quart d'heure, il a besoin d'une pause.* »

Son fils aîné se braque dans un contexte tendu qui exacerbe son hypersensibilité, explique encore Marwa. « *Il refuse de faire le minimum et se trouve des excuses. Je me retrouve à me battre pour un exercice. Je me suis battue deux heures pour une fraction... Ce n'est pas mon métier, on est à la maison. Lui-même n'arrive plus à se contenir. L'école le calme, c'est un cadre pour lui, il y a des règles là-bas.* »

D'ordinaire, un enseignant de collège, formé à travailler avec des enfants souffrant d'un TDAH, vient deux fois par semaine, le mercredi et le samedi pour aider les deux fils de Marwa. Ce qui lui permet un peu de souffler. Ce n'est pas le cas en ce moment.

Aujourd'hui, elle vit mal son isolement et son sentiment d'impuissance. « *On nous met une espèce de culpabilité, car on n'a pas toujours les moyens intellectuels ou la méthodologie pour expliquer à nos enfants. Rien que les divisions, ça a changé. On ne les pose plus pareil.* » Elle craint qu'à la rentrée, une partie des élèves « *ne soit complètement larguée, car dans le VIII<sup>e</sup>, c'est marche ou crève* ».

France identifie une multitude « *de micro-choses* » qui font que c'est stressant. Le contexte général, très anxiogène, la pression volontaire ou involontaire des enseignants et des parents, la masse considérable de travail à rendre, parfois sur des notions à peine survolées en cours.

« *C'est un peu culpabilisant. J'ai l'impression d'être l'artisan de l'échec de nos enfants. Il y aura deux camps. Ceux qui auront su et ceux qui n'auront pas pu. Je ne comprends pas l'acharnement à maintenir tout cela. À part quelques ados qui ont le plaisir de l'apprentissage, on va dégoûter cette génération parce qu'on ne veut pas prendre en compte la réalité. On marche sur la tête. Il y a une pandémie, des gens vont mourir, mais il faut que tu passes ton bac. On ne peut pas fonctionner normalement quand rien ne fonctionne normalement.* »

Eva plaide en faveur d'une solution radicale. Arrêter l'école à la maison. « *Il est impossible d'enseigner et de télétravailler en même temps. Stopper les cours desserrerait la pression, mettrait tout le monde à égalité, même si on sait que les CSP+ ne laisseront pas leurs enfants devant la télé. Mais du point de vue de l'institution, il n'y aura pas d'injonction remplie d'un côté et pas de l'autre...* »

Julien, l'enseignant du Morbihan, s'est aussi étonné que sa propre fille, en CM1, ait reçu une somme considérable de travail, une quarantaine de pages. À tel point qu'il a été surpris du nombre de feuilles sorties de l'imprimante qu'il a lancée sans regarder. Sans

compter qu'il est difficile d'enseigner à son propre enfant, quand bien même c'est son métier. Lui aussi a dû faire face à des crises avec sa fille, qui s'est braquée à plusieurs reprises.

Pour toutes ces raisons, il aurait aimé que tous les enseignants n'obéissent pas à la consigne ministérielle et proposent, au lieu des révisions des leçons, des activités pédagogiques. Histoire de réussir à ne pas trop creuser les inégalités dont est percluse l'école française.

Le professeur ne se fait guère d'illusions : « *De toute façon, on dénonce le mythe de l'école républicaine qui abolirait les différences. On savait que c'était faux, mais là, ça l'accentue. Là, le grand public les vit au quotidien, ces inégalités et leurs conséquences, ce qu'on dénonce tous depuis des années.* »

Certaines familles se sont « *évanouies dans la nature* », constate Virginie. Sur une vingtaine, une petite quinzaine ne donne pas de nouvelles. Les autres se surinvestissent au contraire. « *Elles poussent leurs enfants, ce que j'arrivais à contenir quand on était en classe. Ces parents m'envoient cinq messages par jour pour me poser des questions. Ce sont ceux de la classe moyenne qui veulent que leurs enfants prennent l'ascenseur social* », analyse Virginie.

L'enseignante est inquiète des conséquences du confinement, car elle sait que certains sont inscrits sur des sites qui prétendent offrir des cours particuliers efficaces en ces temps inhabituels. « *J'ai peur que les parents prennent trop d'initiatives. Quand je vais les récupérer, ils auront vu de nouvelles notions, ça va creuser les inégalités. En fait, cette situation exacerbe les comportements habituels. Ça laisse libre cours à ceux qui s'en fichent et à ceux qui mettent trop de pression à leurs enfants.* »

### Boite noire

\* Les prénoms suivis d'un astérisque ont été modifiés.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.